

PRÉFÈTE DE SEINE-ET-MARNE

**DIRECTION RÉGIONALE ET INTERDÉPARTEMENTALE DE
L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE D'ÎLE-DE-FRANCE**

Unité territoriale de Seine-et-Marne

Arrêté préfectoral 2013/DRIEE/UT77/028

**de mise en demeure à l'encontre de la société EAVF Lafitte, pour son entrepôt
situé à COMBS-LA-VILLE, ZAC Parisud 4, Boulevard Jean Monnet,**

La préfète de Seine-et-Marne

Officier de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1^{er} relatif aux Installations Classées pour le Protection de l'Environnement,

Vu l'arrêté préfectoral n° 11 DCSE IC 010 du 24 janvier 2011, autorisant la société EAVF Lafitte SAS à exploiter un entrepôt de stockage de matières combustibles, situé sur le territoire de la commune de Combs-la-Ville (77380), ZAC Parisud 4, Boulevard Jean Monnet,

Vu l'arrêté préfectoral n°13/PCAD/33 du 19 mars 2013 donnant délégation de signature à Monsieur Bernard DOROSZCZUK, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de- France,

Vu l'arrêté n°2013 DRIEE IdF 67 du 27 mars 2013 portant subdélégation de signature,

Vu le rapport de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Ile-de-France du 26 février 2013 consécutif à une inspection effectuée le 8 février 2013 dans l'établissement susvisé,

Considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 8 février 2013 l'existence d'une activité de stockage en masse et en racks de marchandises diverses combustibles dans une partie du bâtiment 3 du site,

Considérant que cette zone de stockage est surmontée par des bureaux et des locaux sociaux,

Considérant que l'exploitant n'a pas justifié que cette zone de stockage est séparée des bureaux et des locaux sociaux par des murs, portes et plancher coupe-feu 2 heures (REI120),

Considérant le risque de propagation d'un incendie de la zone de stockage vers les bureaux et locaux sociaux,

Considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 8 février 2013 qu'une des deux vannes d'obturation du réseau d'eaux pluviales ne fonctionnait pas,

Considérant le risque de pollution du réseau d'eaux pluviales en cas de déversement des eaux générés en cas d'incendie qui sont susceptibles d'être polluées,

Considérant que l'exploitant n'a pas transmis l'attestation de conformité demandée à l'article 8,4 de l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2011,

Considérant que l'exploitant n'a pas pu annoncer de date pour la formation du personnel au maniement des extincteurs, des RIA et des vannes d'obturation du réseau d'eaux pluviales,

Considérant dans ces conditions qu'il n'est pas établi que toutes les mesures nécessaires à garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement sont bien prises,

Sur proposition du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de- France,

ARRETE :

ARTICLE 1^{er}

Pour l'exploitation de son entrepôt situé ZAC Parisud 4, Boulevard Jean Monnet, la société EAVF LAFITTE, dont le siège social est situé Cœur Défense – Tour B – La défense 4 -100 esplanade du Général de Gaulle - 92400 COURBEVOIE, est mise en demeure par le présent arrêté, en application de l'article L 514-1 du Code de l'Environnement, de respecter dans un délai maximal de trois mois , à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes :

1 – Article 7.6.5 de l'arrêté préfectoral n°11 DCSE IC 010 du 24 janvier 2011 : Consignes générales d'intervention

“ ...

Le personnel est instruit sur la conduite à tenir en cas d'incendie et entraîné à la manœuvre des moyens de secours et des vannes d'obturation du réseau d'eaux pluviales. »

2 - Article 8.4 de l'arrêté préfectoral n°11 DCSE IC 010 du 24 janvier 2011 : Rapport de contrôle

« Avant la mise en service de l'entrepôt, le bénéficiaire de l'autorisation transmet au Préfet une attestation de conformité aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 et de l'arrêté préfectoral d'autorisation, établie par un bureau de contrôle ou une société de vérification. »

3 - Article 4.2.4.2 de l'arrêté préfectoral n°11 DCSE IC 010 du 24 janvier 2011 : Isolement avec les milieux

« Un système doit permettre l'isolement du réseau d'eaux pluviales de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs à commande automatique et manuelle sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande.

... »

4 - Article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral n°11 DCSE IC 010 du 24 janvier 2011 : Caractéristiques

L'entrepôt exploité sur le site présentent les caractéristiques suivantes :

Désignation	Caractéristiques
Emprise au sol du bâtiment	39 500 m ²
Surface de stockage	35 054 m ²
Hauteur du bâtiment (cellules de stockage)	12,20 m
Hauteur libre sous ferme (cellules de stockage)	10 m
Hauteur libre sous ferme (zones de réception et d'expédition)	7,5 m

Désignation	1	2	3	4	Bâtiment 2	Zone d'expédition	Zone de réception	Local containers
Superficie (m ²)	5964 m ²	5974m ²	5974 m ²	3433 m ²	5973 m ²	4752 m ²	1988 m ²	1296 m ²
Quantité maximale de matières combustibles stockées (y compris emballages et palettes)	4190	4250	4250	2635	3815	2100	470	
Nature des produits stockés	Produits combustibles (rubrique 1510) et /ou Bois, papiers, cartons (rubrique 1530 et 1532) et /ou Polymères (rubrique 2662) et /ou Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)(rubrique 2663) En aucun cas les produits relevant des rubriques 2662 et 2663 ne seront stockés dans la même cellule							

Article 1.3 de l'arrêté préfectoral n°11 DCSE IC 010 du 24 janvier 2011 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

« Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. »

ARTICLE 2

Faute d'obtempérer à la présente injonction dans les délais impartis, le responsable précité sera passible des sanctions tant pénales qu'administratives prévues par les textes relatifs aux installations classées.

ARTICLE 3: DELAI ET VOIES DE RECOURS (combinaison des articles L.514-6 et R 514-3-1 du Code de l'Environnement)

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif uniquement (Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77000 – MELUN) :

- par les demandeurs ou exploitants , dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage des dits actes, (ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation).

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

(Loi n°76- 1285 du 31 décembre 1976, article 69 VI)

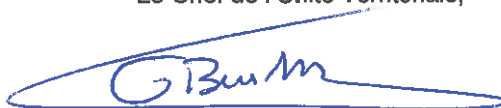
« Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 421-8 du Code de l'urbanisme. »

ARTICLE 4

- Le Secrétaire général de la Préfecture,
- Le Maire de COMBS-LA-VILLE,
- Le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France à PARIS,
- Le Chef de l'unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie à SAVIGNY-LE-TEMPLE,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société EAVF LAFITTE, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 2 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur empêché,
Le Chef de l'Unité Territoriale,



Guillaume BAILLY

DESTINATAIRES :

- L'exploitant,
- Monsieur le Maire de COMBS-LA-VILLE,
- Le Préfet de Seine et Marne (SIDPC),
- Le Préfet de Seine et Marne (DCSE),
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
- Le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- M. Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Énergie et de l'Environnement d'Ile de France à Paris,
- M. le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Énergie et de l'Environnement d'Ile de France à Savigny-le-Temple.